

Comité Syndical du 2 février 2023

L'an deux mille vingt-trois, le deux février à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Grande halle de l'espace Tully à Thonon-les-Bains sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ANTHONIOZ-TAVERNIER Elisabeth, ARMINJON Christophe, BASTARD Catherine, BAUD Richard, BONDAZ Patrick, CHESSEL Pascal, COLOMER Gérard, COTTET Sophie, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, GENOUD Pascal, GERDIL Frédéric, GILLET Bruno, GUILLARD Jean, KUNG Jean-François, LOMBARD Gérald, MEDORI Ange, MORAND Jean-Claude, MORIAUD Pascale, OUCHCHANE Zohra, PFLIEGER Géraldine, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil, TRABICHET Yannick.

Délégués suppléants présents / votants :

PARRA D'ANDERT Sophie, HUBERT Agnès, MICHAUD Marie-Christine, FABRE Rémy.

Absents excusés :

BAUD Jean-Baptiste donne suppléance à Mme PARRA D'ANDERT,
BERNARD Patrick donne suppléance à Mme HUBERT,
MARTINERIE Catherine donne suppléance à Mme MICHAUD,
VENNER Laetitia donne suppléance à M. FABRE,
BERTHIER Marie-Pierre donne pouvoir à M. THOMAS
CHUINARD Claire donne pouvoir à Mme MORIAUD,
LANG Isabelle donne pouvoir à M. GUILLARD,
LEI Josiane donne pouvoir à Mme PFLIEGER,
PODEVIN Christian donne pouvoir à M. GILLET.

Secrétaire de séance : Pascal GENOUD

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 24

Nombres de délégués suppléants présents : 4

Nombre de pouvoirs : 5

Nombres de votants : 33

Convocation : 26 janvier 2023

Point n°2 – Vote par anticipation des crédits d'investissement du budget principal 2023

Madame PFLIEGER, Présidente du SIAC, rapporteur, rappelle à l'assemblée qu'en vertu du principe d'annualité budgétaire, le budget est prévu pour la durée d'un exercice qui commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Il peut être adopté jusqu'au 15 avril de l'exercice auquel il s'applique.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'ordonnateur peut, sur décision expresse de l'assemblée, engager liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette et les reports de crédits.

Considérant que le nouveau budget sera adopté prochainement mais que dans l'attente, il convient de permettre l'engagement et le mandatement des dépenses nécessaires à la poursuite des actions entreprises par le SIAC.


A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Comité Syndical autorise avant l'adoption du budget primitif 2023 du SIAC, l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement en 2023 sur la base du quart des crédits votés au titre de l'exercice 2022, hors crédits destinés au remboursement de la dette et hors restes à réaliser, tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessous :

Chapitre	Crédits votés au BP 2022 (hors restes à réaliser) (a)	Crédits nouveaux ouverts par décisions modificatives en 2022 (b)	Montant total à prendre en compte (c = a+b)	Crédits ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L1612-1 du CGCT (c/4)	Dépenses envisagées et comptes budgétaires
20	236 000,00 €		236 000,00 €	59 000,00 €	Etudes de préfiguration secteurs à restaurer (2031)
21	121 000,00 €		121 000,00 €	30 250,00 €	Matériel informatique (2183), matériel et (2158), mobilier (2184)
458101	2 604 693,12 €		2 604 693,12 €	651 173,28 €	Travaux Basse Dranse
458102	2 252 745,74 €		2 252 745,74 €	563 186,43 €	Travaux Basse Dranse et divers
458103	12 451,80 €		12 451,80 €	3 112,95 €	Opération Dranse de Morzine
458104	309 646,00 €		309 646,00 €	77 411,50 €	Travaux Basse Dranse talus RD 902
Total	5 536 536,66 €		5 536 536,66 €	1 384 134,16 €	

Les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits ouverts à cet effet au budget primitif 2023.



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.